



Pandémie de la Covid-19. Un besoin urgent de rigueur à gauche ?

Xavier Dupret
Mai 2020
21.021 signes

*Venez rassemblez-vous tous braves gens/
D'où que vous veniez/
Et admettez que les eaux/
Autour de vous ont monté/
(Bob Dylan)*

Depuis que la crise du coronavirus a éclaté, les têtes de proue de la planète « alter » interpellent et pétitionnent à tout rompre. Le monde (air connu) va changer de base. L'heure serait, paraît-il, à un retrait de la mondialisation

Et sur fond d'interrogations plus ou moins heureuses au sujet de la croissance, la nécessité d'un retour au local est proclamée *urbi et orbi*. A la base de cette prise de conscience, nos amis « alters » évoquent un éclatement excessif des chaînes de valeur et des lignes de production. La pandémie de coronavirus serait là pour en attester. CQFD ?

Hélas, mille fois hélas

Pas si vite. Les grands récits ne s'embarrassent, en effet, guère de nuances au risque, parfois, de sombrer dans l'incohérence. Il est, par exemple, loisible à tout un chacun de dénoncer l'emprise, au demeurant, bien réelle, des GAFAs sur nos existences. Cependant, se cantonner au seul registre de la protestation s'avère fort léger. En effet, pour damer le pion aux géants de la Silicon Valley, il faudra bien miser sur l'émergence de champions européens qui devront

forcément agir en *global players*¹. De même, on peut gager que les habitudes prises à l'occasion du confinement ne disparaîtront pas toutes comme par enchantement. Aussi, est-il probable que le télétravail se généralise à l'avenir. Ce mode d'engagement professionnel sera d'ailleurs favorisé par les impressionnants taux de sous-emploi des économies européennes. La peur de perdre son job incitera, en effet, chaque employé à porter davantage encore les missions de son organisation, y compris à la maison.

Pour ce qui est du télétravail, les données sont déjà des plus claires. C'est l'avenir. « Neuf employés et cadres belges sur dix veulent travailler depuis leur domicile un à trois jours par semaine après l'assouplissement des mesures contre le coronavirus, selon une enquête du cabinet de conseil BDO »². Cette généralisation du télétravail devrait, à l'avenir, modifier la physionomie de nos villes. « L'explosion du travail à distance avec la pandémie donne des idées aux entreprises qui y voient une source d'économies, quitte à changer le monde du travail en profondeur. Depuis le début du confinement, les quartiers d'affaires se sont vidés, laissant une impression de fin du monde comme à Canary Wharf à l'est de Londres, ou à La Défense dans la banlieue ouest parisienne. Mais, même à l'heure de la reprise très progressive du travail qui tourne au casse-tête, c'est désormais leur avenir qui pourrait être en jeu, et ceux de leurs grattes-ciels et autres tours, symboles du capitalisme moderne et de la puissance des multinationales »³.

En d'autres termes, le coltan et le tantale des mines de la République Démocratique du Congo seront donc, n'en déplaise aux tenants de la primauté du local, de la plus grande utilité pour les projets d'émancipation à l'égard de la discipline de bureau, projets que chérissent, par ailleurs et non sans raison, nos amis les « alters ».

Une remarque de fond

De surcroît, le coronavirus s'est diffusé à partir de la Chine en raison de la position centrale de ce pays dans les échanges internationaux. Si la propagation du SRAS en 2002 a été rapidement maîtrisée, c'est parce que la place de la Chine au sein de l'économie mondiale était alors beaucoup plus limitée. Par exemple, la Chine représentait 1% de la consommation américaine de produits manufacturés en 1991 contre 10% en 2016⁴.

Au passage, on notera donc que le problème révélé par la Covid-19 se rapporte davantage à un excès de centralisation des chaînes de valeur plutôt qu'à leur éclatement. Les économies occidentales ont, pour le dire familièrement, placé trop d'œufs dans le panier chinois.

Rien n'empêchera donc demain que des groupes maintiennent en Chine une partie des lignes de production tout en veillant à renforcer leur présence dans d'autres pays émergents, en particulier le sud-est asiatique. L'organisation regroupant les nations de la région, l'Asean, n'a rien d'un nain à l'échelle internationale. Elle réunit, en effet, 10 Etats et 650 millions d'habitants (9% de la population mondiale⁵). La Thaïlande est le 13^{ème} plus grand exportateur

¹ Les Echos, édition mise en ligne le 24 mai 2019.

² Le Soir, édition mise en ligne le 22 avril 2020.

³ RTBF, *La pandémie de coronavirus et le télétravail font vaciller l'avenir des grandes tours de bureaux*, 16 mai 2020. URL : https://www.rtb.be/info/economie/detail_la-pandemie-de-coronavirus-et-le-teletravail-ont-vaciller-l-avenir-des-grandes-tours-de-bureaux?id=10503305. Date de consultation : 19 mai 2020.

⁴ Marie Owens Thomsen, *La Chine et le commerce international*, L'Agefi, 29 janvier 2019, URL : <https://www.agefi.com/home/news/detail-ageficom/edition/online/article/la-chine-et-le-commerce-international-484949.html>. Date de consultation : 17 mai 2020.

⁵ Ministère de l'Economie et des Finances (France), *Direction générale du Trésor, L'ASEAN en bref*, 12 février 2020. URL : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/SG/l-asean-en-bref>. Date de consultation : 21 mai 2020.

de pièces automobiles et le 6^{ème} plus grand producteur de véhicules au monde⁶. De leur côté, de grandes enseignes du textile misent de plus en plus sur le Viêt Nam qui a récemment conclu un traité de libre-échange avec l'Union européenne. C'est notamment le cas de la compagnie Primark qui, dès le mois de février de cette année, s'est mis en quête d'« alternatives pour s'assurer que les magasins continueront à être approvisionnés. Près de la moitié des vêtements de la chaîne viennent de Chine, où de nombreux sites de production sont paralysés par le virus »⁷.

La chose ne devrait logiquement pas trop effrayer les « alters ». En effet, la société vietnamienne, trois décennies après l'ouverture du pays aux investisseurs étrangers, reste très égalitaire pour une économie émergente intégrée dans les grandes chaînes de valeur mondialisées. La pensée économique, depuis Simon Kuznets⁸ (1901-1985), estime que le processus de développement économique, du moins dans ses débuts, se caractérise inévitablement par une progression des inégalités. Ce postulat ne se vérifie pas dans le cas du Viêt Nam où le coefficient de Gini⁹ était, en 2016, égal à 0,353, soit un niveau légèrement inférieur à celui de 1992, l'époque du début de l'ouverture d'Hanoi aux investisseurs étrangers¹⁰. En revanche, l'indice de Gini en Chine est systématiquement supérieur à 0,45 depuis le début des années 2000¹¹.

Bref, le monde restera notre horizon demain et il sera toujours trop complexe pour les hommes d'un seul livre. Il est vrai que l'unilatéralisme, et c'est, de nos jours, un drame, caractérise dramatiquement les discours alternatifs trustant les podiums de la pensée rebelle contemporaine, chic et pas chère. On en voudra pour preuve la popularité grandissante de la thèse visant à faire annuler une partie des dettes publiques de la zone euro par le biais de la Banque centrale européenne (BCE)¹².

Annulation des dettes par la banque centrale

La BCE, via différents plan d'assouplissement quantitatif, a, depuis 2015, enregistré sur son bilan « un tiers du volume de dette de chaque pays »¹³. De ce fait, le *think tank* Terra Nova, s'assignant comme mission fondamentale la refondation de la pensée progressiste (lire socio-libérale) en France, propose que les quelques 2.000 milliards d'euros de dettes publiques détenues par la BCE (dont près de 60 milliards d'euros de dette du gouvernement belge, c'est-à-dire 15% du volume global de la dette publique du plat pays¹⁴) soient purement et

⁶ Dezan Shira & Associates, Aperçu de l'Industrie Automobile en Thaïlande, Asean Briefing, Url : <https://www.aseanbriefing.com/news/apercu-de-lindustrie-automobile-en-thaïlande/>. Date de consultation : 22 mai 2020.

⁷ Trends Tendances, édition mise en ligne du 24 février 2020.

⁸ Kuznets, Simon, Economic Growth and Income Inequality, The American Economic Review Vol. 45, N°1, mars 1955, pp. 1-28.

⁹ Le coefficient de Gini caractérise le niveau d'inégalités de revenus au sein d'une société. Il est toujours compris entre 0 et 1. Un coefficient de Gini égal à zéro désigne une situation d'égalité parfaite. S'il équivaut à 1, il renvoie à une répartition absolument inégalitaire des richesses où une seule personne s'accapare l'entièreté du revenu.

¹⁰ Banque Mondiale, décembre 2019.

¹¹ Banque Mondiale, février 2020.

¹² Alternatives économiques, *Annulation des dettes souveraines par la BCE : soyons iconoclastes!*, Tribune de Laurence Scialom et Baptiste Bridonneau, édition mise en ligne du 21 février 2020. Url : <https://www.alternatives-economiques.fr/annulation-dettes-souveraines-bce-soyons-iconoclastes/00092460>. Date de consultation : 22 mai 2020.

¹³ Laurence Scialom et Baptiste Bridonneau, Crise économique et écologique : osons des décisions de rupture, 2 avril 2020, Terra Nova, Url : http://tnova.fr/system/contents/files/000/001/955/original/Terra-Nova_Cycle_Covid-19_Crise-ecologique-et-economique-osons-les-decisions-de-rupture_020420.pdf?1585843205. Date de consultation : 20 mai 2020.

¹⁴ Le Soir, édition papier du 24 avril 2018.

simplement effacées. Personne ne serait, d'après les promoteurs de cette proposition, perdant au final et les Etats membres retrouveraient, par ce jeu d'écriture, des marges de manœuvre pour pouvoir financer, via l'endettement public, la (très) nécessaire transition écologique de nos sociétés.

Certains éléments de réflexion livrés par la fondation Terra Nova correspondent à la réalité et ne sont donc aucunement à remettre en cause. La BCE détient bien 20% de la dette publique des Etats membres de la zone euro. Ce constat autorise-t-il les membres de Terra Nova à postuler qu'une annulation partielle des dettes dans la zone euro peut être pratiquée par la banque centrale de façon absolument indolore pour tout le monde?

Hélas, les choses ne sont pas aussi idylliques. Terra Nova se base, pour établir ses recommandations, sur une étude de la Banque des Règlements Internationaux (BRI). Celle-ci énonce, dans le premier paragraphe d'introduction à un fort austère document de 93 pages¹⁵, que « la plupart des banques centrales pourraient perdre de l'argent au point d'avoir des fonds propres négatifs tout en continuant à fonctionner parfaitement normalement »¹⁶. Se limiter à ces propos au sujet de la marge de manœuvre des banques centrales semble, malgré tout, bien téméraire. Les auteurs de l'étude de la BRI citée par les experts de Terra Nova à l'appui de leur thèse écrivent, en effet, quelques lignes plus loin que les mesures hétérodoxes, consistant en un transfert de risques des finances publiques vers le bilan de la banque centrale, « doivent être mises en place en temps normal, en prévision de problèmes futurs. En effet, une banque centrale peut avoir besoin de ressources financières bien plus importantes en période de crise qu'en temps normal, et celles-ci peuvent ne pas être disponibles si les finances publiques sont sous pression »¹⁷.

Or, nous sommes en période de crise et les finances publiques européennes sont on ne peut plus sous pression. Donc les auteurs de l'étude de la BRI citée par Terra Nova, en vertu postulat précédemment cité, déconseilleraient précisément à la BCE de procéder, en ce moment, à des jeux d'écriture à hauteur de la fort rondelette somme de 2.000 milliards d'euros. En effet, les profits et les pertes enregistrés par les banques centrales appartiennent à la société et l'élément de résultat financier dans le chef d'une banque centrale revêt une importance certaine en termes de confiance à transmettre au public.

En période de crise, cet aspect de confiance dans les institutions est particulièrement fondamental. Si la planche à billets travaille trop, les ménages et les entreprises, devant l'amoncellement des dettes, peuvent perdre confiance dans la monnaie nationale. Ils peuvent, par conséquent, faire le choix de thésauriser dans une autre monnaie.

Dès lors que ce type de réactions se généralise dans le public, les autorités perdent le contrôle de leur politique monétaire. Ce faisant, les effets de cette dernière sur la conjoncture économique deviennent erratiques. Doit-on forcément craindre des effets de ce type en Europe si la BCE annule une partie des dettes publiques aujourd'hui ? Nous verrons qu'il faut envisager les choses différemment à court et moyen termes.

A court terme, on peut se montrer relativement rassurant puisqu'aujourd'hui, personne ne redoute une vague inflationniste au sein de la zone euro. Au contraire, le spectre de la déflation hante les économies européennes. C'est ainsi que le service d'études d'ABN-AMRO

¹⁵ David Archer & Paul Moser Boehm, «Central Banks finances », Banque des règlements internationaux (BRI), BIS Paper n° 71, avril 2013, URL : <https://www.bis.org/publ/bppdf/bispap71.pdf>. Date de consultation : 24 mai 2020.

¹⁶ David Archer & Paul Moser Boehm, op.cit,p.1.

¹⁷ David Archer & Paul Moser Boehm, op.cit,p.2.

a récemment revu à la baisse ses perspectives en ce qui concerne la croissance et l'inflation en Europe. En lieu et place d'une récession de -4,3%, la banque néerlandaise anticipe, pour l'année 2020, une chute du PIB oscillant autour des -6,9%. Pour ce qui est de l'inflation, elle devrait, toujours selon cette source, présenter les tendances suivantes. Tant l'inflation dite *core* (c'est-à-dire l'inflation excluant les évolutions des produits alimentaires et énergétiques) que l'inflation dite *headline* (c'est-à-dire celle qui inclut des produits se caractérisant par une forte volatilité des prix) seront négatives au cours du prochain trimestre.

L'inflation headline, suite à l'augmentation des produits pétroliers et énergétiques, sera de 1,5% au milieu de l'année prochaine et retombera à 0,5% à la fin de l'année 2021¹⁸. Dans ces conditions, une annulation de la dette publique de ses Etats membres par la BCE ne présente aucune difficulté.

Mais c'est à moyen terme que les choses se corsent. 2.000 milliards d'euros, cela représente tout de même 13% du PIB de l'Union européenne (Royaume-Uni inclus). Personne ne peut escamoter, comme par un coup de baguette magique, un tel volume de liquidités sans qu'à terme, la BCE, entité publique, ne s'endette fortement et par voie de conséquence, les Etats de la zone euro eux-mêmes puisque ces derniers sont les seuls actionnaires de la BCE.

Cette opération résout d'autant moins les problèmes qu'elle est conçue de façon à permettre aux Etats-membres de s'endetter à nouveau, à concurrence précisément du montant annulé par la BCE. Et c'est donc ici que le serpent se mord désespérément la queue.

Le progrès par le conflit ?

Il est, certes, bien connu qu'à long terme, nous serons tous morts et qu'il faut définir une politique de relance au niveau européen pour sortir au plus vite de la déprime économique qui guette le Vieux Continent. Pour ce faire, on pourrait imaginer qu'un fonds européen de relance et de transition écologique soit financé par des contributions des Etats membres. Ces dernières résulteraient d'un plan de redistribution fiscale impulsé à partir d'un dialogue entre gouvernements nationaux et institutions européennes.

Une telle politique, si elle se caractérisait par une augmentation de la pression fiscale touchant les patrimoines et revenus supérieurs pour un montant de l'ordre de 3% du PIB de l'Union européenne (15.000 milliards d'euros), rapporterait, en 5 ans, 2.250 milliards d'euros, soit plus que la proposition initiale de Terra Nova. Et tout ceci, mine de rien, sans endetter le moins du monde qui que ce soit en Europe.

Au contraire, la stimulation de l'activité économique permettrait aux Etats-membres de disposer de meilleures recettes fiscales mais également de faire baisser parallèlement leurs dépenses sociales. Il en résulterait une amélioration notable de leur solvabilité globale. A côté de ce plan d'ensemble, il conviendrait de continuer à soutenir les dettes publiques des Etats fragilisés du sud de la zone euro en intensifiant la politique d'assouplissement quantitatif de la BCE et en solidarissant davantage cette dernière de l'Italie, de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal. Très concrètement, il conviendrait qu'à l'avenir, la BCE rachète davantage de dettes souveraines du sud de la zone euro et moins d'obligations publiques belges, néerlandaises, finlandaises et allemandes. Cette solidarité, à première vue coûteuse pour les pays riches du nord de la zone euro, leur permettrait d'éviter un marasme économique à l'échelle du continent. Ce serait là un investissement, somme toute, judicieux de leur part.

¹⁸ ABN-Amro, Global Daily, Deeper eurozone recession raises spectre of deflation, 14 mai 2020. Url : <https://insights.abnamro.nl/en/2020/05/global-daily-deeper-eurozone-recession-raises-spectre-of-deflation/>. Date de consultation : 23 mai 2020.

De surcroît, en ciblant exclusivement les catégories supérieures de revenus, on répondra adéquatement à un défi majeur qui déstabilise les économies capitalistes depuis trop longtemps déjà. C'est que « les déséquilibres du capitalisme se manifestent plus par de l'instabilité financière que par des crises inflationnistes »¹⁹.

Or, cette instabilité financière a tout à voir avec un approfondissement des inégalités sociales. Lorsque les patrimoines des catégories supérieures s'accroissent, la relation au risque financier des couches privilégiées se modifie fondamentalement. La prise de risque se généralise au sein de ces catégories sociales, et ce faisant, un risque de déstabilisation du système financier doit être signalé. Nous sommes, de ce point de vue, à la croisée des chemins. « Lutter contre les crises financières qui se multiplient depuis les années 1970 est un enjeu central de la politique économique, dont l'une des fonctions est de réguler la conjoncture (...). En effet, le nouvel avatar des crises couplées associe crises bancaires et crises des dettes souveraines, duo ayant des répercussions sévères en termes de revenus »²⁰.

Plutôt que de se réfugier derrière le fantasme d'une démondialisation qui serait à nos portes, il serait plus sage d'examiner les voies et moyens permettant de porter un coup d'arrêt à la multiplication et à l'approfondissement des crises financières en Europe. Pour parvenir à un tel résultat, il faut sortir de l'illusion qui veut que personne ne perdra pas un centime en cas de réorientation drastique des politiques économiques en Europe. Il va falloir que certains y perdent au change. On ne peut, en effet, pas gagner à tous les coups.

Mais nous sortons ici de l'analyse économique *stricto sensu* pour aborder le terrain de l'idéologie. Il est, en effet, grand temps que l'on redécouvre donc par chez nous que le conflit social est structurant et, à ce titre, porteur de progrès. Ce travail de réhabilitation va se heurter au mur du polyclassisme creux des odes à la démondialisation ou des plaidoyers en faveur d'un traitement strictement monétaire (et surtout jamais au grand jamais fiscal) des hauts niveaux d'endettement de nos économies. Vaste chantier, s'il en est, nous en sommes bien conscients mais il ne faut pas se donner pour battu d'avance.

Le monde du travail sort, en effet, renforcé de la crise de la Covid-19 et il sera tout de même un peu difficile aux classes dirigeantes d'annoncer aux héros d'hier que le retour à la normale s'effectuera sur le mode du « cause toujours, tu m'intéresses ». Prenons comme exemple le combat du personnel soignant en Belgique face aux oukases de Maggie De Block.

Au début de ce mois, Maggie De Block, l'actuelle ministre libérale flamande (Open VLD) de la Santé publique, a pris soin de chatouiller la sensibilité du mouvement social en patronnant la promulgation de deux arrêtés royaux particulièrement contestés et contestables. Le premier organisait la réquisition des infirmiers en cas de deuxième vague de coronavirus en Belgique. Le second prévoyait que la pratique des soins infirmiers pouvait être confiée à du personnel non qualifié.

Ces deux arrêtés avaient, en définitive, pour but de faire sentir au personnel infirmier en place que le gouvernement pourrait éventuellement se passer de lui en cas de conflit prolongé. Devant les menaces de grève dans un secteur ô combien stratégique en période de pandémie, les deux arrêtés royaux contestés ont été retirés de la circulation en un weekend.

¹⁹ Tribune de Christophe Boucher Professeur à l'université Paris-Nanterre et directeur de la recherche chez ABN AMRO Investment Solutions in Le Monde, édition du 2 août 2019.

²⁰ Chloé, Leclère, « Peut-on éviter les crises financières ? », Idées économiques et sociales, 2014/2 (N° 176), p.6.

La pression a donc, et cela faisait longtemps, payé pour les travailleurs de ce pays qui semblent, pour l'heure, davantage mobilisables. Quelque chose a changé.

C'est indéniable. Et ce qui est arrivé en Belgique pourrait bien également se produire aux quatre coins de l'Union européenne.

Il y a là comme qui dirait une opportunité (historique) à saisir...